



Déclaration

Des organisations de la société civile demandent l'acquittement de Germain Rukuki au Burundi

Aujourd'hui s'est tenue l'audience en appel du défenseur des droits humains Germain Rukuki à Ngozi devant la cour d'Appel de Bujumbura. Aucun incident de sécurité n'a été reporté à cette occasion. La Cour a pris l'affaire en délibéré et la décision devrait être rendue dans les 30 prochains jours.

M. Rukuki a été arrêté le 13 juillet 2017 par le Service National du Renseignement (SNR) et condamné injustement à 32 ans d'emprisonnement le 26 avril 2018 à la suite d'un procès caractérisé par de graves violations du droit à un procès équitable. Condamné pour rébellion, atteinte à l'autorité de l'Etat, participation à un mouvement insurrectionnel et réception de contributions et de fonds d'organisations étrangères, il a interjeté appel de sa condamnation le 29 mai et a demandé sa libération sous caution le 26 juin afin de recevoir un traitement médical adéquat et une réhabilitation complète dans un hôpital après s'être fracturé la cheville en prison.

Nous, les organisations soussignées, demandons :

- Aux autorités burundaises de :
 - Libérer Germain Rukuki pour motifs humanitaires ; et
 - Acquitter Germain Rukuki de toutes charges.

- A la communauté internationale de :
 - Continuer le monitoring des procédures pour garantir le respect des garanties d'un procès équitable, et ;
 - Exprimer son soutien et sa solidarité avec M. Rukuki et sa famille.

L'arrestation et l'emprisonnement de Germain Rukuki constitue une attaque injustifiée à son travail pacifique pour les droits humains dans le cadre d'une tentative délibérée et continue des autorités burundaises de réduire au silence et de criminaliser les défenseurs des droits humains dans ce pays.

Organisations signataires :

Protection International

DefendDefenders (the East and Horn of Africa Human Rights Defenders Project)

Fédération Internationale des ACAT (FIACAT)

Front Line Defenders

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme

Service International pour les Droits de l'Homme (ISHR)

Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT), dans le cadre de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme

Pour toutes requêtes médias, contacter ao@protectioninternational.org - +32 2 609 44 05.